

Alors que les donateurs s'interrogent sur la meilleure façon d'aider, les ONG assurent garantir une assistance efficace et transparente. La prudence est de mise, en revanche, avec certaines cagnottes en ligne.

Où vont les dons de l'urgence humanitaire à Gaza ?

Après les bombes, la faim. La situation dans la bande de Gaza, avec déjà plusieurs dizaines de milliers de morts, semble ne pas cesser d'empirer. De nombreux Français cherchent à exprimer leur soutien aux victimes du conflit. Les principales associations d'urgence humanitaire, comme la Croix-Rouge et Médecins sans frontières, sont les interlocuteurs naturels. Elles recueillent les sommes pour Gaza via leur site Internet, et ce même si elles n'ont pas forcément lancé de campagne proactive d'appels aux dons. L'aide passe aussi par les collectes personnelles en ligne. Leetchi, l'un des acteurs du secteur, en a dénombré plus de 1300 liées d'une façon ou d'une autre au conflit au Proche-Orient depuis le mois d'octobre.

Mais peut-on donner les yeux fermés par temps de guerre ? Les ONG travaillent avec leurs propres employés locaux ou des partenaires de longue date. Elles tiennent à rassurer sur leur capacité à contrôler l'utilisation faite des dons. « Nous connaissons les risques de détournement ou d'instrumentalisation, qui ne sont pas propres à la situation actuelle à Gaza. La responsabilité des organisations humanitaires est de garantir que l'assistance parvienne à ceux qui en ont le plus besoin », souligne Lucie Marbeau, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).



Un convoi d'ambulances de l'agence humanitaire des Nations unies et du Croissant-Rouge palestinien, à Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza, le 18 février. Christopher Black/OMS/AFP

Cette organisation dispose encore d'une équipe chirurgicale à l'hôpital européen de Gaza et s'appuie sur le Croissant-Rouge palestinien. Les grands bailleurs de fonds (Union européenne, Nations unies...) ont renforcé leur suivi sur l'utilisation des fonds, selon Action contre la faim. De son côté, le Secours populaire

intervient via le Secours médical palestinien (PMRS) : « C'est un partenaire de terrain, avec qui nous travaillons depuis quarante ans, précise Henriette Steinberg, secrétaire générale du Secours populaire. Leur situation actuelle est tragique, avec des médecins tués, des ambulances détruites... »

L'organisme a donc lancé un appel urgent aux dons en France, s'efforçant de chiffrer les besoins : 90 € pour une trousse d'urgence pédiatrique, 725 € pour une valise médicale d'urgence avec oxygène, 60 000 et 70 000 € pour remplacer une ambulance... « Chacun peut agir quelles que soient ses ressources », insiste Henriette Steinberg.

Les cagnottes personnelles en ligne, elles, sont à envisager avec prudence : « Sans garantie sur la destination et l'utilisation des fonds collectés, il est préférable de privilégier le don direct à l'association ou la fondation de son choix », conseille le Don en confiance, organisme de labellisation des associations.

Les plateformes de collecte en ligne ont toutefois des obligations de lutte contre les fraudes. Leetchi indique avoir repéré et désactivé des collectes « non conformes à la réglementation » : elles étaient des-

tinées à financer des armements ou à soutenir directement les belligérants du conflit armé. Sur le site, les utilisateurs peuvent eux-mêmes signaler les cagnottes suspectes : « Notre équipe procède alors à des vérifications prioritaires », indique Leetchi.

Les grandes associations s'inquiètent surtout des difficultés d'accès à Gaza. « Notre capacité d'action s'est réduite comme peau de chagrin au fil des semaines », se désole Lucie Marbeau, du CICR. Le nord du territoire a très vite été inaccessible, repoussant les humanitaires comme les populations

Les grandes associations s'inquiètent surtout des difficultés d'accès à Gaza.

dans une frange toujours plus restreinte de la bande de Gaza. « Depuis le début du conflit, nous avons dû évacuer dix structures médicales, abonde Anne-Lise Sirvain, de Médecins sans frontières (MSF) France. À l'hôpital indonésien de Rafah où nous soignons encore 50 personnes par jour, les conditions sont extrêmes avec, par exemple, des amputations sans anesthésie. »

À Action contre la faim, la quinzaine d'employés locaux toujours sur le territoire travaille surtout à la distribution d'eau potable via des puits et au ramassage des ordures. Face au spectre de la famine, une aide massive est indispensable. Or, le blocage à l'entrée, par Israël, est durable. Plusieurs acteurs de l'humanitaire interrogés se préparent à intervenir massivement en cas de cessez-le-feu. « Comme les autres ONG, nous préparons tous les scénarios, en coordination avec les Nations unies », explique Jean-Raphaël Poitou, responsable du plaidoyer humanitaire pour le Moyen-Orient à Action contre la faim.

Benjamin Douriez

Des appels pour Israël aussi

D'importants organismes de la communauté juive, comme le Fonds social juif unifié ou l'association de soutien aux femmes Wizo, recueillent des dons à la suite des attentats du 7 octobre. Les sommes servent à soutenir les familles des victimes ou des otages, mais aussi les habitants, dont les autorités ont

ordonné le déplacement, dans les environs immédiats de la bande de Gaza. Une association d'aide aux proches des victimes françaises a aussi été créée : « 7 octobre 2023 - Vies brisées en Israël ». Elle est affiliée à la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (Fenvac). D'autres associations

ont suscité la polémique en raison d'appels destinés à soutenir les soldats de l'armée israélienne, alors que les dons entraînaient l'envoi d'un reçu fiscal. Or, selon les services des impôts, les dons destinés aux soldats d'une armée étrangère ne peuvent ouvrir droit à la déduction fiscale de l'impôt sur le revenu.